

## 8 Société et Culture

## Piéton

## Vraiment "tous" ?



L'enseigne est connue des Librevillois en quête d'articles à bas coûts. Ses magasins sont implantés dans la presque totalité des quartiers populaires de Libreville, avec le même message : "Tout à 1000 francs CFA". Mais à l'observation de quelques-uns de ces panneaux où le "Tout" est remplacé par "Tous", l'on est en proie à une forme de confusion. Car, entre le singulier et le pluriel, il y a de quoi perdre un client !

## Quel massacre !



Sur un mur du quartier Plein-Ciel à Libreville, il est écrit "Toilette public à 100f". Problème : toilettes s'écrit au féminin pluriel. et pas autrement. Sauf à vouloir massacrer l'orthographe française, le promoteur de ce "petit coin" serait mieux inspirer de remplacer cette mention par celle-ci: "Toilettes publiques".

## Où est passée l'école publique d'Ozangué ?



Il faut beaucoup d'ingéniosité, sinon d'imagination, pour retrouver l'école publique d'Ozangué, dans le 5e arrondissement de Libreville. L'écriteau en métal qui renseigne sur l'établissement est en train de disparaître de la vue, sous l'effet de l'usure, de la rouille et des intempéries.

Par COE

## Vie des syndicats

## Le Sypross prône la justice sociale

AN

Libreville/Gabon

LE siège de la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnss) a servi de cadre, récemment, à la rentrée du Syndicat des professionnels de la sécurité sociale (Sypross). Une rencontre à laquelle ont pris part un grand nombre d'adhérents et des représentants d'autres partenaires sociaux. Deux temps forts ont marqué cette rencontre : les félicitations des agents au nouveau directeur général de la Cnss, Nicole Assélé et la mise en application de la nouvelle convention collective avec, en ligne de mire, les inégalités salariales. De fait, le président du Sy-



Une vue des adhérents lors de la rentrée du Sypross.

pross, Richard Ndi Bekoung, a édifié l'assistance sur les tenants et les aboutissants de la réunion de prise de contact qu'ils ont eue avec Nicole Assélé. Il aurait de cette occasion profité pour lui faire part de leurs préoccupations et leurs attentes. Particulièrement attentive, leur interlocutrice, a-t-il poursuivi,

les a rassurés de sa ferme volonté à apporter, autant que faire se peut, des solutions aux problèmes légitimes des agents. Se prononçant sur le dossier lié à la Convention collective actuelle, pomme de discorde, a-t-il précisé, entre sa structure syndicale et l'ancienne équipe managériale, M. Ndi Be-

koung a laissé entendre que celle-ci ne prend pas en compte les spécificités de chaque établissement affiliés à la Cnss, qui jouissent d'une certaine autonomie de fonctionnement, à l'image du Smur-Cnss. Aussi, a-t-il mentionné certaines dispositions de la Convention collective, "source d'injustice sociale". Fort de ce constat, le président du Sypross a appelé à l'ouverture des négociations des accords d'établissements, tout en souhaitant que le Dr Nicole Assélé puisse apporter des réformes "justes et équitables", allant dans le sens de la préservation et de la pérennité de leur outil de travail.

## Enseignement supérieur/Journées portes ouvertes

## LIBS se dévoile

F.B.E.M

Libreville/Gabon

LA "Libreville international business school" (LIBS) a organisé une Journée portes ouvertes, samedi, à son campus du quartier Cité-Damas, à Libreville. Occasion pour l'encadrement de cette école supérieure privée de présenter son offre de formation aux visiteurs, dont de nombreux jeunes bacheliers. Si l'établissement existe depuis quatre ans, son directeur général, Patrice Moundounga Mouity, a justifié cette initiative par le fait que LIBS change, cette



Le personnel d'encadrement expliquant l'offre de formation de LIBS à des visiteurs.

année, de gouvernance. « C'est donc une nouvelle ambition qui est en marche », a-t-il expliqué. Parmi les arguments avancés pour convaincre les potentiels futurs étudiants, l'on retiendra que LIBS,

"c'est 4 DTS, 3 BTS, 8 Licences et 6 Masters" proposés, dans des domaines tels que QHSE, Management des projets, Gestion de ressources humaines, Droits, Sciences politiques et relations internationales. Mais

aussi, Transport et logistique, Comptabilité, Finance et Marketing, etc. Une formation qui se veut dans un "cadre d'apprentissage accessible". Le "DG" s'est aussi réjoui d'un corps enseignant constitué à 80% d'universitaires, et 20% de professionnels. Lui et les siens ont révélé aux visiteurs, pour finir, l'existence dans leur établissement d'un service de stage, lequel est appelé à accompagner les futurs étudiants dans la recherche et le déroulement de leurs stages professionnels. Une étape parfois complexe pour nombre d'apprenants.

Justice/Résolution des points de revendications du Synamag  
Près de 400 toges pour les magistrats

LBON

Libreville/Gabon

CÉRÉMONIE sobre organisée, mardi dernier, au ministère de la Justice à la faveur de la présentation officielle des toges d'audience pour les magistrats. Occasion pour le secrétaire général de la Justice, Pascal Ndzemba, de préciser que cette dotation fait suite à la récente remise par le Garde des Sceaux, Me Francis Nkea, des clés de l'immeuble devant abriter les services des juridictions administratives, situé à Batterie IV, dans le 1er arrondissement de Libreville. Ces deux points faisaient partie des revendications du Syndicat national des magistrats (Synamag) dont le président était présent à la cérémonie. Au cours de

son intervention, Germain Nguema, après avoir remercié la tutelle pour cette dotation, a émis le vœu que le reste des points laissés en suspens soient régularisés, afin de ramener la quiétude au sein des tribunaux du pays. « C'est une obligation de l'Etat de nous doter en habits d'audience. Nous allons réceptionner plus de 400 toges, tout en espérant que celles des magistrats des cours d'Appel le seront sous peu. (...) Je souhaite que nous allions à Port-Gentil pour le tribunal administratif. Cependant, ce n'est qu'une partie de nos points de revendications. Le cahier en comptait trente, dont six ont déjà été résolus. C'est une avancée. Nous espérons parvenir à leur résolution totale », a déclaré le président du Synamag, Germain Nguema Ella.

